

Circonscription d'HENNEBONT

Madame, Monsieur,

La France est malade de la crise mais il n'est pas exagéré de dire que la Bretagne se meurt.

Notre circonscription est durement frappée. Les six cantons ont vu leur population diminuer de 3 000 habitants entre 1968 et 1975 ; le nombre des actifs agricoles est passé de 13 486 à 9 195 soit une diminution de 39,8 % en 7 ans ! Plus de 500 entreprises artisanales ou petits commerces ont fait faillite ou cessé leur activité.

La circonscription compte 3 000 chômeurs. Un salarié sur deux a moins de 2 000 F par mois. Les jeunes ne trouvent pas sur place les établissements d'enseignement pouvant leur assurer formation professionnelle et éducation secondaire ; pour la plupart d'entre eux, l'avenir est bouché. Les voies de communication, les équipements publics sont insuffisants.

L'austérité, c'est l'aggravation de la crise

Les hommes qui sont au pouvoir, dont Yves LE CABELLEC est le représentant ici, ont fait largement la démonstration de leur incapacité à résoudre la crise. Malgré leurs promesses, leur choix est fait, c'est l'austérité, les sacrifices pour les pauvres. Si, par malheur, ils étaient reconduits, ce seraient encore des milliers d'exploitants agricoles en moins, de nouvelles faillites, des chômeurs en plus.

Votez pour le progrès social

Demain, avec la victoire de la gauche, il s'agit de faire reculer la misère et le chômage, il s'agit d'obtenir le SMIC à 2 400 F, l'augmentation des salaires, le resserrement de la hiérarchie, la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, l'augmentation de 50 % des allocations familiales, la création de 500 000 emplois par an. Il s'agit d'assurer des conditions de vie décentes à nos agriculteurs et à leurs familles par une politique de défense de l'exploitation familiale. Il s'agit d'assurer des droits nouveaux aux travailleurs, notamment dans la gestion des entreprises de garantir l'indépendance nationale.

Il s'agit encore de planifier démocratiquement le développement économique, de donner aux régions et aux communes des pouvoirs réels et les ressources correspondantes. C'est de cette façon que pourront s'épanouir à la fois l'économie et la personnalité de la Bretagne.

Mais pour atteindre ces objectifs, il faut s'en donner les moyens.

Le programme commun actualisé doit prévoir : un champ indispensable de nationalisations véritables, l'impôt sur les grosses fortunes et celui sur le grand capital. A défaut d'avoir les moyens de tenir les promesses, la gauche se condamnerait à faire la même politique, comme chez nos voisins allemands et anglais.

Le bon choix ne peut être que celui du progrès social. Il devra être, il sera réalisé par un gouvernement de gauche comptant des ministres communistes.

La présence de ministres communistes au gouvernement de la France sera la garantie de la réalisation du programme commun, contre lequel ne manqueront pas de se mobiliser les forces de conservation du vieux système.

Votez pour l'union de la gauche

Mais cette politique nouvelle ne peut être que le résultat d'une union franche et loyale sur un bon programme de gouvernement, qui soit un engagement précis, chiffré, accompagné d'un calendrier d'application. Dans les discussions d'actualisation du programme commun, nous n'avons jamais voulu rédiger un second programme, ni faire un programme communiste. Notre seul objectif a été de donner toute son efficacité au programme commun de 1972. Le Parti socialiste quant à lui s'est écarté des engagements pris, a tourné le dos à la grande politique sociale du programme commun et repoussé les réformes de structures à 1980. Le projet de budget qu'il a établi pour 1978 ne comporte aucun moyen permettant de répondre dès Avril aux revendications populaires les plus urgentes.

Les communistes qui ne renonceront jamais à l'union ne ménageront aucun effort pour aboutir. Ils sont prêts à reprendre immédiatement la discussion. Un bon accord clair provoquerait un grand élan populaire et la victoire serait assurée.

Pour l'instant, le Parti Socialiste s'obstine dans un refus dont chacun peut mesurer les conséquences. Mais les électeurs, les électrices ont un moyen efficace d'agir, ils peuvent sauver l'union, faire pencher la balance du bon côté. Pour cela, il faut nous aider le 12 mars, appuyer nos efforts.

Nous le disons à tous, y compris à ceux qui ne partagent pas toutes nos idées, mais qui veulent comme nous le changement, chaque voix apportée le 12 mars aux candidats communistes, c'est une voix contre la misère et l'austérité, c'est un pas vers un gouvernement de gauche avec des ministres communistes appliquant le programme commun.

Par suite d'un mode de scrutin injuste, notre Parti n'a aucun parlementaire en Bretagne. La 6^e circonscription peut corriger cette injustice. Ensemble, nous avons déjà beaucoup lutté et souvent gagné :

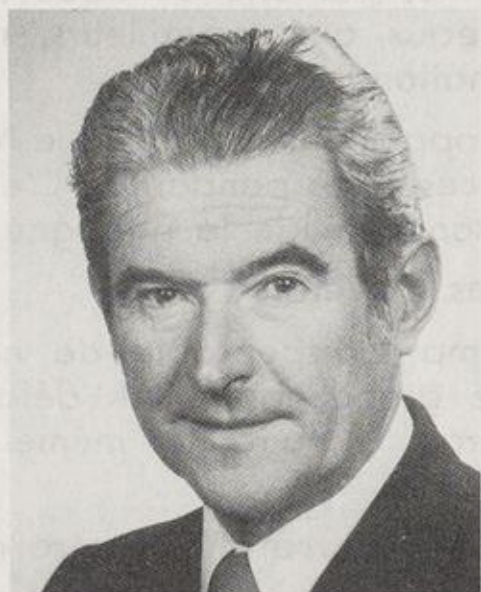
- à Hennebont, avec la municipalité d'union et la gestion démocratique,
- avec les travailleurs des Forges pour exiger des pouvoirs publics la création d'emplois de remplacement,
- aux élections présidentielles de 1974 où la gauche fut majoritaire dans la circonscription,
- aux élections cantonales.

Ces racines profondes, la politique claire et loyale d'union pour le changement dont nous sommes les porteurs donnent à notre candidature une force certaine. Notre adversaire Le Cabellec en est conscient et en appelle au soutien de personnalités nationales ; mais que restera-t-il de ces visites en courant d'air ?

NOUS, nous en appelons aux électeurs qui nous ont régulièrement placés en tête de la gauche et qui seront rejoints par ceux qui aspirent à un changement réel.

POUR GAGNER, il faut voter communiste le 12 mars. Le 13 mars ce sera la discussion avec nos partenaires pour aboutir à un accord sur le programme de gouvernement et les désistements, et le 19, ce sera la victoire et votre vie commencera à changer.

Votez pour les candidats présentés par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Eugène CREPEAU

57 ans, Conseiller général du Morbihan
Maire d'Hennebont

et son remplaçant



Denis LE DUIGOU

25 ans, ouvrier-papetier
Guisriff